

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

COUR D'ARBITRAGE

[2005/201537]

Extrait de l'arrêt n° 99/2005 du 1^{er} juin 2005

Numéro du rôle : 3038

En cause : le recours en annulation de l'article 501 du Code judiciaire, tel qu'il a été remplacé par l'article 20 de la loi du 22 décembre 2003 portant des dispositions diverses, introduit par J.-M. Arnould et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée du juge R. Henneuse, faisant fonction de président, du président A. Arts et des juges L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke et J. Spreutels, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le juge R. Henneuse,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet du recours et procédure

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 juin 2004 et parvenue au greffe le 30 juin 2004, un recours en annulation de l'article 501 du Code judiciaire, tel qu'il a été remplacé par l'article 20 de la loi du 22 décembre 2003 portant des dispositions diverses (publiée au *Moniteur belge* du 31 décembre 2003) a été introduit par J.-M. Arnould, demeurant à 7000 Mons, rue de la Biche 18, E. Balate, demeurant à 7190 Ecaussinnes, avenue de la Déportation 31, J.-P. Brilmaker, demeurant à 4000 Liège, rue Rouveroy 5, J.-M. Dermagne, demeurant à 5580 Rochefort, rue de Ciney 105, J.-L. Dessy, demeurant à 4520 Wanze, place Faniel 13, M. Ellouze, demeurant à 4000 Liège, rue de la Préfecture 34, J. Pierre, demeurant à 4000 Liège, Quai Van Hoegaerden 2/146F, et M. Uyttendaele, demeurant à 1200 Bruxelles, avenue de Broqueville 127.

(...)

II. En droit

(...)

Quant à la disposition entreprise

B.1.1. L'article 501 du Code judiciaire, remplacé par l'article 20 de la loi du 22 décembre 2003 portant des dispositions diverses, prévoit :

« § 1^{er}. Le recours prévu à l'article 611 est introduit dans les trois mois de la publication visée à l'article 497 par le procureur général près la Cour de cassation.

Il est notifié à l'Ordre des Barreaux francophones et germanophone et à l'Orde van Vlaamse Balies '.

Ce même recours peut également être formé, dans le délai prévu à l'alinéa 1^{er}, par un avocat de l'Ordre des Barreaux francophones et germanophone ou de l'Orde van Vlaamse Balies ' ou par toute personne ayant qualité et intérêt pour agir au sens des articles 17 et 18. Dans ce cas, le recours est introduit par requête, adressée par pli recommandé à la poste au greffe de la Cour de cassation ou déposée au greffe. A peine de nullité, la requête contient l'exposé des moyens et est signée par un avocat à la Cour de cassation. Le recours est préalablement notifié par pli recommandé à la poste à l'Ordre des Barreaux francophones et germanophone et à l'Orde van Vlaamse Balies '. La preuve de cette notification est, à peine de nullité, jointe à la requête.

§ 2. Durant le délai prévu au § 1^{er} et, si le procureur général près la Cour de cassation introduit le recours prévu à l'article 611, jusqu'au prononcé de l'arrêt, l'application d'un règlement et le délai d'introduction du recours, visé à l'article 502, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont suspendus.

§ 3. Lorsque le recours, visé au § 1^{er}, est introduit, l'Ordre des Barreaux francophones et germanophone et l'Orde van Vlaamse Balies ' peuvent intervenir à la procédure par requête, conformément à l'article 813. Cette intervention doit se faire dans les deux mois de la notification visée au § 1^{er}, alinéa 2 ou 3.

Dans ce cas, l'Ordre des Barreaux francophones et germanophone et l'Orde van Vlaamse Balies ' peuvent soulever de nouveaux moyens pris du chef d'excès de pouvoir, de la contrariété aux lois ou de l'adoption irrégulière du règlement litigieux ».

Cette disposition constitue l'objet du recours en annulation.

B.1.2. Quant à l'article 611 du Code judiciaire, il dispose, depuis sa modification par la loi du 4 juillet 2001, que :

« La Cour de cassation connaît aussi des demandes d'annulation des règlements de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et de l'Orde van Vlaamse balies qui seraient entachés d'excès de pouvoir, seraient contraires aux lois ou auraient été irrégulièrement adoptés ».

B.1.3. Il résulte de la disposition attaquée que seul un avocat à la Cour de cassation peut signer, sous peine de nullité, la requête en annulation introduite par un avocat ou par toute personne ayant qualité et intérêt à agir contre un règlement de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone ou de l'Orde van Vlaamse balies.

Quant au désistement de J.-L. Dessy

B.2. Par lettre recommandée du 2 décembre 2004, J.-L. Dessy demande le désistement de son recours en annulation, en raison de son élection au bâtonnat du barreau de Huy.

Rien ne s'oppose en l'espèce à ce que la Cour décrète le désistement.

Quant à la recevabilité

B.3. Tous les requérants exercent la profession d'avocat et sont rattachés à l'Ordre des barreaux francophones et germanophone. Ils risquent d'être affectés directement et défavorablement dans leurs activités professionnelles par une disposition qui instaure une condition de recevabilité spécifique au recours qu'ils sont susceptibles d'introduire contre un règlement de leur ordre professionnel.

Les parties requérantes justifient dès lors de l'intérêt requis.

Quant au fond

B.4.1. Dans le premier moyen, les parties requérantes allèguent une violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus ou non en combinaison avec les articles 6, 13 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce que l'article 501 du Code judiciaire impose que la requête en annulation d'un règlement d'un ordre communautaire d'avocats soit signée par un avocat à la Cour de cassation alors que les titulaires d'autres professions libérales peuvent agir, seuls ou assistés de tout avocat, devant le Conseil d'Etat pour obtenir l'annulation d'un règlement de leur ordre professionnel qui leur cause préjudice.

B.4.2. Les parties requérantes invoquent par ailleurs, dans leur mémoire en réponse, la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec le principe de la liberté de commerce et d'industrie et avec l'article 23 de la Constitution. En tant qu'il constitue un moyen nouveau, celui-ci ne peut toutefois être examiné par la Cour, conformément à l'article 85, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

B.4.3. Contrairement à ce que soutient le Conseil des Ministres, et bien qu'ils se trouvent dans des situations objectivement différentes en raison de la nature de la juridiction devant laquelle ils demandent l'annulation du règlement adopté par leur ordre professionnel, les avocats et les titulaires d'autres professions libérales ne sont pas dans des situations à ce point éloignées qu'elles ne pourraient être comparées.

B.4.4. En remplaçant l'ancien article 501 du Code judiciaire, le législateur a voulu se conformer à l'arrêt n° 16/2003 du 28 janvier 2003 de la Cour qui avait annulé cette disposition tout en maintenant ses effets dans le temps.

Les travaux préparatoires de la loi du 22 décembre 2003 justifient la modification intervenue comme suit :

« Dans son arrêt du 28 janvier 2003, la Cour d'arbitrage a jugé que les articles 501 et 502 du Code judiciaire violaient les articles 10 et 11 de la Constitution. Dans ses considérants B.13 et B.14, la Cour d'arbitrage estimait ce qui suit :

' En ce que le législateur a directement associé la profession d'avocat au service public de la justice et en ce qu'il a entendu garantir l'indépendance de l'avocat et assurer la qualité de ses services, il a pu attribuer non au Conseil d'Etat mais à la Cour de cassation ou à un tribunal arbitral la compétence de connaître des recours en annulation contre les règlements adoptés par les ordres communautaires.

En revanche, en réservant le droit d'exercer ces recours au procureur général près la Cour de cassation et à l'autre ordre communautaire et en n'organisant pas un recours au bénéfice de l'avocat ou de celui qui souhaite le devenir, qui s'estimerait personnellement lésé par le règlement d'un ordre communautaire, le législateur a porté atteinte de manière injustifiée au principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination en vertu duquel tous les citoyens ont un droit égal à une protection juridictionnelle '.

La Cour d'arbitrage ajoutait que l'annulation des articles 501 et 502 du Code judiciaire était motivée uniquement par l'absence d'un recours dans le chef de l'avocat ou de celui qui souhaite le devenir, sans mettre en cause d'un autre point de vue ces mêmes articles.

Il était par conséquent nécessaire de modifier l'article 501, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire en y ajoutant la possibilité pour un avocat de l'Ordre des Barreaux francophones et germanophone ou de l'*Orde van Vlaamse Balies* ou pour toute autre personne qui a qualité et intérêt à agir au sens des articles 17 et 18 du Code judiciaire, d'introduire une demande d'annulation d'un règlement auprès de la Cour de cassation.

Afin d'éviter la prolifération de recours manifestement non fondés, il est utile de prévoir que ces recours seront signés par un avocat à la Cour de cassation, lesquels constituent, en matière civile du moins, les premiers juges de la recevabilité d'un recours auprès de la Cour de cassation. Leur intervention apparaît dès lors tout à fait justifiée dans ce contentieux particulier soumis à la Cour de cassation.

Le formalisme du recours a cependant été allégé en comparaison aux règles applicables au pourvoi en matière civile, et ce afin de tenir compte du caractère objectif du contentieux, où les règles de procédure en vigueur devant le Conseil d'Etat sont moins exigeantes » (*Doc. Parl.*, Chambre, 2003-2004, DOC 51-0473/001, pp. 247-249).

B.4.5. En imposant de recourir au ministère d'un avocat à la Cour de cassation pour pouvoir déposer valablement une requête en annulation contre un règlement de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone ou de l'*Orde van Vlaamse balies*, le législateur a adopté une mesure en rapport avec l'objectif qu'il poursuit et qui consiste à empêcher l'afflux de recours manifestement non fondés.

Il n'appartient pas à la Cour de substituer son appréciation à celle du législateur quant à l'instrument le plus approprié pour éviter la surcharge de la Cour de cassation. Le législateur a pu conclure de l'expérience acquise que le ministère d'un avocat à la Cour de cassation permettait de limiter adéquatement les pourvois intempestifs.

B.4.6. La Cour doit cependant examiner si la mesure en cause n'entraîne pas une atteinte disproportionnée au droit d'accès à un juge, tel qu'il est consacré par l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.4.7. Le pourvoi en cassation est une voie de recours extraordinaire qui permet à une partie de demander l'annulation, pour contravention à la loi ou pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, de décisions rendues en dernier ressort.

L'obligation de recourir au ministère d'un avocat inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à la Cour de cassation pour introduire un tel pourvoi en matière civile peut se justifier tant en raison du caractère extraordinaire que de la portée spécifique et des effets particuliers de cette voie de recours.

La Cour européenne des droits de l'homme a, elle aussi, considéré que, s'agissant d'une procédure civile devant une juridiction supérieure, l'obligation d'être représenté par un avocat admis à cette juridiction n'est pas en elle-même incompatible avec les exigences de l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme (Déc. Cour eur.D.H., Emma Vogl c/ Allemagne, 5 décembre 2002, rôle 65.863/01)

B.4.8. En revanche, lorsque, en vertu de l'article 611 du Code judiciaire, la Cour de cassation statue, non sur la base d'un recours extraordinaire et dans les strictes limites dévolues à son contrôle de cassation, mais dans le cadre d'un « contentieux objectif », porté en premier et dernier ressort devant elle, le droit d'accès au juge ne saurait subir une restriction aussi importante.

Le législateur lui-même a entendu limiter au maximum les différences procédurales qui existent entre le recours en annulation d'un règlement émanant d'un ordre communautaire d'avocats, et qui est porté devant la Cour de cassation, et le recours en annulation contre tout autre acte administratif dont connaît le Conseil d'Etat.

B.4.9. La faculté qui serait laissée à l'avocat ou au tiers intéressé de soulever, soit directement, soit à titre d'exception, l'irrégularité d'un tel règlement devant un juge n'est pas de nature à fournir à la différence de traitement évoquée une justification raisonnable.

Sans se prononcer sur le point de savoir si cette voie de droit est comparable à celle qui est instaurée par l'article 611 du Code judiciaire, la Cour se borne à constater que lorsqu'il instaure une garantie juridictionnelle particulière, le législateur ne peut le faire de façon discriminatoire.

Puisqu'elle est ouverte à tout justiciable qui désire contester un acte réglementaire, et donc également aux autres titulaires de professions libérales, cette voie de droit ne saurait constituer, à elle seule, une justification raisonnable à la limitation du droit d'accès à un juge en raison de l'intervention obligatoire d'un avocat à la Cour de cassation.

Il s'ensuit que l'article 501 du Code judiciaire, tel qu'il a été modifié par la loi du 22 décembre 2003 portant des dispositions diverses, établit une différence de traitement injustifiée entre les avocats et les titulaires d'une autre profession libérale.

B.4.10. A titre subsidiaire, le Conseil des Ministres demande toutefois à la Cour de limiter son constat d'inconstitutionnalité aux termes « à la Cour de cassation », repris à l'article 501 du Code judiciaire.

Cette disposition aurait alors pour effet d'imposer à l'avocat requérant de s'adresser à l'un de ses confrères pour signer la requête en annulation ou de contraindre tout autre intéressé de recourir à un avocat.

B.4.11. La règle déontologique qui empêcherait un avocat de défendre sa propre cause ne saurait raisonnablement justifier, à elle seule, que la requête en annulation introduite en violation d'une telle règle soit frappée de nullité. La Cour n'aperçoit pas en quoi une telle différence de traitement quant à la recevabilité du recours en annulation, selon qu'il est porté devant la Cour de cassation ou devant le Conseil d'Etat, bénéficierait d'une justification objective et raisonnable.

La Cour constate également que la solution subsidiaire du Conseil des Ministres aurait en tout cas pour conséquence de maintenir une différence de traitement entre le justiciable ayant qualité et intérêt pour agir devant la Cour de cassation en annulation d'un règlement d'un ordre communautaire d'avocats, et qui ne pourrait le faire qu'en étant assisté ou représenté par un avocat, et le justiciable qui peut agir seul devant le Conseil d'Etat pour obtenir l'annulation de tout acte administratif quelconque.

B.4.12. Le premier moyen est fondé.

B.5.1. Les parties requérantes invoquent, dans un second moyen, la violation par l'article 501 du Code judiciaire des articles 10 et 11 de la Constitution, lus ou non en combinaison avec les articles 6, 13 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce que le recours en annulation contre un règlement d'un ordre communautaire d'avocats constitue la seule voie de droit pour contester un tel règlement alors que les autres justiciables sont en mesure de faire trancher leurs contestations de nature civile, en premier ressort, par le tribunal de première instance et que les titulaires d'autres professions libérales disposent, en cas d'urgence, d'une procédure accélérée de suspension devant le Conseil d'Etat.

B.5.2. L'article 501 du Code judiciaire s'inscrit dans un ensemble de dispositions qui ont trait aux compétences de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et de l'*Orde van Vlaamse Balies*. Cet article détermine les conditions de recevabilité du recours en annulation contre un règlement adopté par l'un de ces ordres communautaires.

Le principe du recours en annulation est, quant à lui, établi par l'article 611 du Code judiciaire, auquel renvoie explicitement l'article 501 du même Code, et qui n'a pas été modifié par la loi du 22 décembre 2003.

B.5.3. Il s'ensuit que l'éventuelle différence de traitement ne trouve pas sa source dans la disposition législative attaquée, dont l'objet se limite à fixer les conditions de recevabilité du recours en annulation, mais bien dans l'article 611 du Code judiciaire qui en établit le principe.

B.5.4. Le second moyen ne peut être accueilli.

Par ces motifs,

la Cour

- décrète le désistement du recours introduit par J.-L. Dessy;
- annule, à l'article 501, § 1^{er}, alinéa 3, du Code judiciaire, les mots « par un avocat à la Cour de cassation »;
- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 1^{er} juin 2005.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président f.f.,

R. Henneuse.

ARBITRAGEHOF

[2005/201537]

Uittreksel uit arrest nr. 99/2005 van 1 juni 2005

Rolnummer 3038

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 501 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals vervangen bij artikel 20 van de wet van 22 december 2003 houdende diverse bepalingen, ingesteld door J.-M. Arnould en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit rechter R. Henneuse, waarnemend voorzitter, voorzitter A. Arts en de rechters L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke en J. Spreutels, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van rechter R. Henneuse,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 29 juni 2004 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 30 juni 2004, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 501 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals vervangen bij artikel 20 van de wet van 22 december 2003 houdende diverse bepalingen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2003) door J.-M. Arnould, wonende te 7000 Bergen, rue de la Biche 18, E. Balate, wonende te 7190 Ecaussinnes, avenue de la Déportation 31, J.-P. Brilmaker, wonende te 4000 Luik, rue Rouveroy 5, J.-M. Dermagne, wonende te 5580 Rochefort, rue de Ciney 105, J.-L. Dessy, wonende te 4520 Wanze, place Faniel 13, M. Ellouze, wonende te 4000 Luik, rue de la Préfecture 34, J. Pierre, wonende te 4000 Luik, Quai Van Hoegaerden 2/146F, en M. Uyttendaele, wonende te 1200 Brussel, de Broquevillelaan 127.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepaling

B.1.1. Artikel 501 van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij artikel 20 van de wet van 22 december 2003 houdende diverse bepalingen, luidt :

« § 1. De in artikel 611 bedoelde vordering wordt binnen drie maanden na de in artikel 497 bedoelde bekendmaking ingesteld door de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie.

Zij wordt ter kennis gebracht aan de Orde van Vlaamse Balies en aan de ' Ordre des Barreaux francophones et germanophone '.

Dezelfde vordering kan eveneens worden ingesteld, binnen de termijn voorzien in het eerste lid, door een advocaat van de Orde van Vlaamse Balies of van de ' Ordre des Barreaux francophones et germanophone ' of door iedere persoon die de hoedanigheid en het belang heeft om te vorderen in de zin van de artikelen 17 en 18. In dit geval wordt de vordering ingeleid bij verzoekschrift bij ter post aangetekende brief aan de griffie van het Hof van Cassatie of neergelegd ter griffie. Op straffe van nietigheid bevat het verzoekschrift de middelen en is het ondertekend door een advocaat bij het Hof van Cassatie. De vordering wordt vooraf bij ter post aangetekende brief ter kennis gebracht aan de Orde van Vlaamse Balies en aan de ' Ordre des Barreaux francophones et germanophone '. Het bewijs van deze kennisgeving wordt op straffe van nietigheid aan het verzoekschrift toegevoegd.

§ 2. Tijdens de in § 1 bedoelde termijn en, indien de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie de vordering instelt bedoeld in artikel 611, tot de uitspraak van het arrest worden de toepassing van een reglement en van de in artikel 502, § 1, eerste lid, bedoelde termijn voor het instellen van de vordering geschorst.

§ 3. Wanneer de in § 1 bedoelde vordering is ingesteld, kunnen de Orde van Vlaamse Balies en de ' Ordre des Barreaux francophones et germanophone ' in de procedure tussenkomen door middel van een verzoekschrift, overeenkomstig artikel 813. Deze tussenkomst moet binnen twee maanden na de in § 1, tweede of derde lid, bedoelde kennisgeving plaatsvinden.

In dat geval, kunnen de Orde van Vlaamse Balies en de ' Ordre des Barreaux francophones et germanophone ' nieuwe middelen aanvoeren gegrond op een bevoegdheidsoverschrijding, de strijdigheid met de wetten of de onregelmatige aanneming van het bestreden reglement ».

Die bepaling maakt het voorwerp uit van het beroep tot vernietiging.

B.1.2. Artikel 611 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt sinds de wijziging ervan bij de wet van 4 juli 2001 :

« Het Hof van Cassatie neemt ook kennis van vorderingen tot nietigverklaring van de reglementen van de Orde van Vlaamse balies en de Ordre des barreaux francophones et germanophone die door overschrijding van bevoegdheid zijn aangetast, tegen de wetten indruisen of op onregelmatige wijze zijn aangenomen ».

B.1.3. Uit de aangevochten bepaling blijkt dat enkel een advocaat bij het Hof van Cassatie, op straffe van nietigheid, het verzoekschrift tot nietigverklaring kan ondertekenen dat is ingediend door een advocaat of door iedere persoon die de hoedanigheid en het belang heeft om op te komen tegen een reglement van de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* of van de Orde van Vlaamse balies.

Ten aanzien van de afstand van J.-L. Dessy

B.2. Bij aangetekende brief van 2 december 2004 vordert J.-L. Dessy de afstand van zijn beroep tot vernietiging vanwege zijn verkiezing tot stafhouder van de balie te Hoei.

Niets verzet zich te dezen ertegen dat het Hof de afstand toewijst.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

B.3. Alle verzoekers oefenen het beroep uit van advocaat en zijn verbonden aan de *Ordre des barreaux francophones et germanophone*. Zij dreigen in hun beroepsactiviteiten rechtstreeks en ongunstig te worden geraakt door een bepaling die een specifieke ontvankelijkheidsvoorwaarde invoert voor de vordering die zij zouden kunnen instellen tegen een reglement van hun beroepsorde.

De verzoekende partijen doen bijgevolg blijken van het vereiste belang.

Ten gronde

B.4.1. In het eerste middel voeren de verzoekende partijen een schending aan van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 6, 13 en 14 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, in zoverre artikel 501 van het Gerechtelijk Wetboek de verplichting oplegt dat het verzoekschrift tot nietigverklaring van een reglement van een gemeenschapsorde van advocaten moet worden ondertekend door een advocaat bij het Hof van Cassatie, terwijl de beoefenaars van andere vrije beroepen, alleen of bijgestaan door om het even welke advocaat, in rechte kunnen treden voor de Raad van State teneinde de nietigverklaring te verkrijgen van een reglement van hun beroepsorde dat hun nadeel berokkent.

B.4.2. De verzoekende partijen voeren bovendien in hun memorie van antwoord de schending aan van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met het beginsel van vrijheid van handel en nijverheid en met artikel 23 van de Grondwet. In zoverre het om een nieuw middel gaat, kan het echter niet worden onderzocht door het Hof, overeenkomstig artikel 85, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

B.4.3. In tegenstelling tot wat de Ministerraad betoogt, en ofschoon ze zich in objectief verschillende situaties bevinden om reden van de aard van het rechtscollege waarvoor zij de nietigverklaring vorderen van het reglement dat door hun beroepsorde is aangenomen, bevinden de advocaten en de beoefenaars van andere vrije beroepen zich niet in situaties die dermate uiteenlopend zijn dat ze niet vergelijkbaar zouden zijn.

B.4.4. Door het vroegere artikel 501 van het Gerechtelijk Wetboek te vervangen, heeft de wetgever zich willen conformeren aan het arrest nr. 16/2003 van 28 januari 2003 van het Hof, waarbij die bepaling werd vernietigd maar de gevolgen ervan in de tijd werden gehandhaafd.

In de parlementaire voorbereiding van de wet van 22 december 2003 wordt die wijziging verantwoord als volgt :

« In zijn arrest van 28 januari 2003 heeft het Arbitragehof geoordeeld dat de artikelen 501 en 502 van het Gerechtelijk Wetboek de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden. Het Arbitragehof stelde in zijn overwegingen B.13 en B.14 :

' Doordat de wetgever het beroep van advocaat heeft gekoppeld aan de openbare dienst van de rechtsbedeling en doordat hij de onafhankelijkheid van de advocaat en de kwaliteit van zijn diensten heeft willen garanderen, vermocht hij, niet aan de Raad van State, maar aan het Hof van Cassatie of aan een scheidsgerecht de bevoegdheid verlenen om kennis te nemen van de beroepen tot vernietiging tegen de reglementen die door de gemeenschapsorden zijn genomen.

Door het recht om dat beroep in te stellen, voor te behouden aan de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie en aan de andere gemeenschapsorde, en door geen beroep te organiseren ten voordele van de advocaat of van diegene die het wenst te worden, die zich persoonlijk benadeeld zou achten door het reglement van een gemeenschapsorde, heeft de wetgever daarentegen op een onverantwoorde wijze inbreuk gemaakt op het grondwettelijk beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie krachtens hetwelk alle burgers een gelijk recht op een jurisdictionele bescherming hebben. '.

Het Arbitragehof voegt daar aan toe dat de vernietiging van 501 en 502 enkel gemotiveerd is door de ontstentenis van een beroepsmogelijkheid voor de advocaat of diegene die het wenst te worden, zonder diezelfde artikelen vanuit een ander standpunt in het geding te brengen.

Bijgevolg was het noodzakelijk het artikel 501, § 1, eerste lid van het Gerechtelijk Wetboek te wijzigen aan de hand van de invoeging van de mogelijkheid voor een advocaat van de Orde van Vlaamse Balies of van de *Ordre des Barreaux francophones et germanophone* of voor ieder ander persoon die de hoedanigheid en het belang heeft om te vorderen in de zin van de artikelen 17 en 18 van het Gerechtelijk Wetboek, tot instellen van een vordering bij het Hof van Cassatie tot vernietiging van een reglement.

Teneinde de wildgroei van klaarblijkelijk ongegronde vorderingen te vermijden, is het nuttig te voorzien dat de vorderingen zullen ondertekend worden door een advocaat bij het Hof van Cassatie, die althans in de burgerlijke zaken de eerste rechter van de ontvankelijkheid van een vordering bij het Hof van Cassatie vormt. Zijn tussenkomst blijkt derhalve volledig gerechtvaardigd binnen het karakteristieke geschillencomplex van het Hof van Cassatie.

Het formeel karakter van de vordering is evenwel verlicht in vergelijking met de regels toepasbaar op de voorziening in burgerlijke zaken, en dit teneinde rekening te houden met de objectieve aard van het geschillencomplex, waarin de procedureregels voor de Raad van State minder veeleisend zijn » (*Parl. St., Kamer, 2003-2004, DOC 51-0473/001, pp. 247-249*).

B.4.5. Doordat de wetgever de verplichting oplegt om een beroep te doen op de ambtelijke tussenkomst van een advocaat bij het Hof van Cassatie teneinde op geldige wijze een verzoekschrift tot nietigverklaring te kunnen neerleggen tegen een reglement van de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* of van de Orde van Vlaamse balies, heeft hij een maatregel genomen die in verband staat met de door hem nagestreefde doelstelling die erin bestaat een toevloed van kennelijk niet-gegronde beroepen te verhinderen.

Het staat niet aan het Hof zijn beoordeling in de plaats te stellen van die van de wetgever wat betreft het meest geëigende instrument om een overbelasting bij het Hof van Cassatie te vermijden. De wetgever vermocht op basis van de opgedane ervaring te besluiten dat dankzij de ambtelijke tussenkomst van een advocaat bij het Hof van Cassatie het aantal ongepaste voorzieningen op adequate wijze kon worden beperkt.

B.4.6. Het Hof moet echter onderzoeken of de in het geding zijnde maatregel geen onevenredige aantasting teweegbrengt van het recht op toegang tot een rechter, zoals dat is verankerd in artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

B.4.7. Het cassatieberoep is een buitengewoon rechtsmiddel waardoor een partij in de mogelijkheid wordt gesteld om, wegens schending van de wet of wegens verzuim van substantiële of op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, de vernietiging te vragen van een beslissing gewezen in laatste aanleg.

De verplichting om een beroep te doen op de ambtelijke tussenkomst van een advocaat die is ingeschreven op het tableau van de Orde van advocaten bij het Hof van Cassatie teneinde een dergelijke voorziening in civiele zaken in te stellen, kan zowel worden verantwoord door het buitengewone karakter van het rechtsmiddel als door de specifieke draagwijdte en de bijzondere gevolgen van dat rechtsmiddel.

Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens is eveneens van oordeel dat, wat betreft een burgerlijke rechtspleging voor een hoger rechtscollege, de verplichting om te worden vertegenwoordigd door een advocaat die tot dat rechtscollege wordt toegelaten, op zich niet onbestaanbaar is met de vereisten van artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens (E.H.R.M., Emma Vogl t/ Duitsland, 5 december 2002, rolnr. 65.863/01).

B.4.8. Wanneer daarentegen het Hof van Cassatie, krachtens artikel 611 van het Gerechtelijk Wetboek, uitspraak doet, niet op grond van een buitengewoon rechtsmiddel en binnen de strikte perken die aan het cassatietoezicht zijn gesteld, maar in het raam van een « objectief contentieux », dat in eerste en laatste aanleg voor dat Hof is gebracht, kan het recht op toegang tot rechter niet aan een dermate aanzienlijke beperking worden onderworpen.

De wetgever zelf heeft de bestaande procedureverschillen tussen de vordering tot nietigverklaring van een reglement dat uitgaat van een gemeenschapsorde van advocaten, die voor het Hof van Cassatie wordt gebracht, en het beroep tegen elke andere administratieve handeling waarvan de Raad van State kennis neemt, maximaal willen beperken.

B.4.9. De mogelijkheid die aan de advocaat of aan de derde belanghebbende zou worden gelaten om, hetzij rechtstreeks, hetzij bij wijze van exceptie, de onregelmatigheid van zulk een reglement op te werpen voor een rechter, is niet van dien aard dat ze een redelijke verantwoording verschafte voor het aangevoerde verschil in behandeling.

Zonder zich uit te spreken over de vraag of dat rechtsmiddel vergelijkbaar is met het rechtsmiddel dat wordt ingevoerd bij artikel 611 van het Gerechtelijk Wetboek, beperkt het Hof zich ertoe vast te stellen dat wanneer de wetgever in een bijzondere jurisdictionele waarborg voorziet, hij dat niet op discriminerende wijze mag doen.

Vermits dat rechtsmiddel openstaat voor elke rechtzoekende die een reglementaire handeling wenst te betwisten, en dus tevens voor de andere beoefenaars van vrije beroepen, kan het, louter op zichzelf, geen redelijke verantwoording vormen voor de beperking van het recht op toegang tot een rechter door de verplichte tussenkomst van een advocaat bij het Hof van Cassatie.

Daaruit volgt dat artikel 501 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals gewijzigd bij de wet van 22 december 2003 houdende diverse bepalingen, een onverantwoord verschil in behandeling in het leven roept tussen de advocaten en de beoefenaars van een ander vrij beroep.

B.4.10. In ondergeschikte orde vraagt de Ministerraad echter aan het Hof om zijn vaststelling van ongrondwettigheid te beperken tot de woorden « bij het Hof van Cassatie », vermeld in artikel 501 van het Gerechtelijk Wetboek.

Die bepaling zou dan tot gevolg hebben dat ze de advocaat-verzoeker de verplichting oplegt om zich tot een van zijn confraters te wenden om het verzoekschrift tot nietigverklaring te ondertekenen of iedere andere belanghebbende ertoe verplicht een beroep te doen op een advocaat.

B.4.11. De deontologische regel waarbij een advocaat zou worden verhinderd zijn eigen zaak te verdedigen, kan op zichzelf niet redelijkerwijze verantwoorden dat het verzoekschrift tot nietigverklaring dat met schending van een dergelijke regel is ingediend, nietig wordt verklaard. Het Hof ziet niet in hoe een dergelijk verschil in behandeling in verband met de ontvankelijkheid van de vordering tot nietigverklaring, naargelang zij voor het Hof van Cassatie of voor de Raad van State wordt gebracht, een objectieve en redelijke verantwoording zou genieten.

Het Hof stelt eveneens vast dat de oplossing in ondergeschikte orde van de Ministerraad hoe dan ook tot gevolg zou hebben dat een verschil in behandeling wordt gehandhaafd tussen de rechtzoekende die de hoedanigheid en het belang heeft om voor het Hof van Cassatie de nietigverklaring te vorderen van een reglement van een gemeenschapsorde van advocaten, en die dat enkel zou kunnen doen indien hij wordt bijgestaan of vertegenwoordigd door een advocaat, en de rechtzoekende die alleen in rechte kan treden voor de Raad van State teneinde de nietigverklaring te verkrijgen van om het even welke administratieve handeling.

B.4.12. Het eerste middel is gegrond.

B.5.1. De verzoekende partijen voeren, in een tweede middel, de schending aan door artikel 501 van het Gerechtelijk Wetboek van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 6, 13 en 14 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, in zoverre de vordering tot nietigverklaring tegen een reglement van een gemeenschapsorde van advocaten het enige rechtsmiddel vormt om een dergelijk reglement te betwisten, terwijl de andere rechtzoekenden in staat zijn hun betwistingen van burgerrechtelijke aard in eerste aanleg te laten beslechten door de rechtbank van eerste aanleg, en de beoefenaars van andere vrije beroepen, in spoedeisende gevallen, over een versnelde schorsingsprocedure voor de Raad van State beschikken.

B.5.2. Artikel 501 van het Gerechtelijk Wetboek past in een geheel van bepalingen die betrekking hebben op de bevoegdheden van de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* en van de Orde van Vlaamse balies. Dat artikel stelt de voorwaarden van ontvankelijkheid vast van een vordering tot nietigverklaring die wordt ingesteld tegen een reglement dat door een van die gemeenschapsorden is aangenomen.

Het beginsel van een vordering tot nietigverklaring is, zijnerzijds, vastgesteld in artikel 611 van het Gerechtelijk Wetboek, waarnaar artikel 501 van hetzelfde Wetboek expliciet verwijst en dat niet is gewijzigd bij de wet van 22 december 2003.

B.5.3. Daaruit volgt dat het mogelijke verschil in behandeling niet zijn oorsprong vindt in de aangevochten wetsbepaling, waarvan het doel zich ertoe beperkt de voorwaarden van ontvankelijkheid vast te stellen van de vordering tot nietigverklaring, maar wel degelijk in artikel 611 van het Gerechtelijk Wetboek, dat het principe ervan vaststelt.

B.5.4. Het tweede middel kan niet worden aangenomen.

Om die redenen,

het Hof

- wijst de afstand toe van het beroep ingesteld door J.-L. Dessy;

- vernietigt in artikel 501, § 1, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek de woorden « door een advocaat bij het Hof van Cassatie »;

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 1 juni 2005.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De wnd. voorzitter,

R. Henneuse.

SCHIEDSHOF

[2005/201537]

Auszug aus dem Urteil Nr. 99/2005 vom 1. Juni 2005

Geschäftsverzeichnisnummer 3038

In Sachen: Klage auf Nichtigkeitsklärung von Artikel 501 des Gerichtsgesetzbuches, ersetzt durch Artikel 20 des Gesetzes vom 22. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen, erhoben von J.-M. Arnould und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus dem Richter und stellvertretenden Vorsitzenden R. Henneuse, dem Vorsitzenden A. Arts und den Richtern L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke und J. Spreutels, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Richters R. Henneuse,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 29. Juni 2004 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 30. Juni 2004 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigkeitsklärung von Artikel 501 des Gerichtsgesetzbuches, ersetzt durch Artikel 20 des Gesetzes vom 22. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 31. Dezember 2003): J.-M. Arnould, wohnhaft in 7000 Mons, rue de la Biche 18, E. Balate, wohnhaft in 7190 Ecaussinnes, avenue de la Déportation 31, J.-P. Brilmaker, wohnhaft in 4000 Lüttich, rue Rouveroy 5, J.-M. Dermagne, wohnhaft in 5580 Rochefort, rue de Ciney 105, J.-L. Dessy, wohnhaft in 4520 Wanze, place Faniel 13, M. Ellouze, wohnhaft in 4000 Lüttich, rue de la Préfecture 34, J. Pierre, wohnhaft in 4000 Lüttich, Quai Van Hoegaerden 2/146F, und M. Uyttendaele, wohnhaft in 1200 Brüssel, avenue de Broqueville 127.

(...)

II. In rechtlicher Beziehung

(...)

In bezug auf die angefochtene Bestimmung

B.1.1. Artikel 501 des Gerichtsgesetzbuches, ersetzt durch Artikel 20 des Gesetzes vom 22. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen, lautet:

«§ 1. Die in Artikel 611 vorgesehene Klage wird innerhalb von drei Monaten nach der in Artikel 497 erwähnten Veröffentlichung vom Generalprokurator beim Kassationshof eingereicht.

Sie wird der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften und der Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften notifiziert.

Diese Klage kann ebenfalls innerhalb der in Absatz 1 vorgesehenen Frist durch einen Rechtsanwalt der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften oder der Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften oder durch jede Person, die über die erforderliche Eigenschaft und das erforderliche Interesse verfügt, um im Sinne der Artikel 17 und 18 zu klagen, eingereicht werden. In diesem Fall wird die Klage durch eine Klageschrift eingereicht, die durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief an die Kanzlei des Kassationshofes geschickt oder in der Kanzlei hinterlegt wird. Bei Strafe der Nichtigkeit enthält die Klageschrift die Darlegung der Klagegründe und ist sie durch einen Rechtsanwalt beim Kassationshof unterschrieben. Die Klage wird zuvor durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften und der Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften notifiziert. Der Beleg dieser Notifikation ist bei Strafe der Nichtigkeit der Klageschrift beizufügen.

§ 2. Während der in § 1 erwähnten Frist und in dem Fall, wo der Generalprokurator beim Kassationshof die in Artikel 611 vorgesehene Klage erhebt, bis zur Verkündung des Urteils sind die Anwendung einer Vorschrift und die in Artikel 502 § 1 Absatz 1 vorgesehene Klageerhebungsfrist ausgesetzt.

§ 3. Wenn die in § 1 erwähnte Klage eingereicht wird, können die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften und die Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften mittels einer Klageschrift gemäß Artikel 813 dem Verfahren beitreten. Diese Intervention muß innerhalb von zwei Monaten nach der in § 1 Absatz 2 oder 3 vorgesehenen Notifikation erfolgen.

In diesem Fall können die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften und die Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften neue Klagegründe vorbringen, die aus der Befugnisüberschreitung, der Verletzung von Gesetzen oder der gesetzwidrigen Annahme der angefochtenen Vorschrift abgeleitet sind».

Diese Bestimmung bildet den Gegenstand der Nichtigkeitsklage.

B.1.2. Artikel 611 des Gerichtsgesetzbuches bestimmt seit seiner Abänderung durch das Gesetz vom 4. Juli 2001:

«Der Kassationshof befindet sich über die Klagen auf Nichtigkeitsklärung der Vorschriften der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften und der Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften, die gegebenenfalls mit einer Befugnisüberschreitung behaftet sind, einen Gesetzesverstoß darstellen oder regelwidrig angenommen worden sind».

B.1.3. Aus der angefochtenen Bestimmung geht hervor, daß bei Strafe der Nichtigkeit nur ein Rechtsanwalt beim Kassationshof eine Nichtigkeitsklage unterschreiben kann, die durch einen Rechtsanwalt oder gleich welche andere Person, die die Eigenschaft oder das Interesse aufweist, um gegen eine Vorschrift der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften oder der Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften zu klagen, eingereicht wird.

In bezug auf die Klagerücknahme von J.-L. Dessy

B.2. Per Einschreibebrief vom 2. Dezember 2004 beantragt J.-L. Dessy die Rücknahme seiner Nichtigkeitsklage wegen seiner Wahl zum Präsidenten der Rechtsanwaltskammer Huy.

Nichts spricht in diesem Fall dagegen, daß der Hof die Klagerücknahme bewilligt.

In bezug auf die Zulässigkeit

B.3. Alle Kläger üben den Beruf als Rechtsanwalt aus und sind der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften angeschlossen. Sie laufen Gefahr, daß ihre Berufstätigkeit direkt und nachteilig beeinträchtigt wird durch eine Bestimmung, die eine spezifische Zulässigkeitsbedingung für Klagen einführt, die sie gegen eine Vorschrift ihrer Kammer einreichen könnten.

Die klagenden Parteien weisen somit das erforderliche Interesse auf.

Zur Hauptsache

B.4.1. Im ersten Klagegrund führen die klagenden Parteien einen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 6, 13 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention, an, insofern Artikel 501 des Gerichtsgesetzbuches vorschreibe, daß die Klageschrift auf Nichtigkeitsklärung einer Vorschrift einer Gemeinschafts-Anwaltskammer durch einen Rechtsanwalt beim Kassationshof unterschrieben werden müsse, während die Inhaber anderer freier Berufe alleine oder mit dem Beistand gleich welchen Rechtsanwaltes vor dem Staatsrat klagen könnten, um die Nichtigkeitsklärung einer für sie nachteiligen Vorschrift ihrer Kammer zu erwirken.

B.4.2. Die klagenden Parteien führen überdies in ihrem Erwidierungsschriftsatz einen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit dem Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit sowie mit Artikel 23 der Verfassung an. Insofern es sich um einen neuen Klagegrund handelt, kann der Hof diesen jedoch nicht prüfen aufgrund von Artikel 85 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989.

B.4.3. Im Gegensatz zu dem, was der Ministerrat behauptet, und obschon sie sich in objektiv unterschiedlichen Situationen befinden aufgrund der Art des Rechtsprechungsorgans, vor dem sie die Nichtigkeitsklärung der von ihrer Berufskammer angenommenen Vorschrift fordern, befinden sich die Rechtsanwälte und die Inhaber von anderen freien Berufen nicht in derart unterschiedlichen Situationen, daß sie nicht miteinander verglichen werden könnten.

B.4.4. Durch das Ersetzen des ehemaligen Artikels 501 des Gerichtsgesetzbuches wollte der Gesetzgeber dem Urteil Nr. 16/2003 vom 28. Januar 2003 des Hofes Folge leisten, mit dem diese Bestimmung für nichtig erklärt, deren zeitliche Folgen jedoch aufrechterhalten worden waren.

In den Vorarbeiten zum Gesetz vom 22. Dezember 2003 wurde die Änderung wie folgt gerechtfertigt:

«In seinem Urteil vom 28. Januar 2003 hat der Schiedshof erkannt, daß die Artikel 501 und 502 des Gerichtsgesetzbuches gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen. Der Schiedshof urteilte in seinen Erwägungen B.13 und B.14:

‘Indem der Gesetzgeber den Anwaltsberuf unmittelbar mit dem öffentlichen Dienst der Rechtspflege verbunden hat und indem er die Unabhängigkeit des Rechtsanwalts und die Qualität der vom Rechtsanwalt erbrachten Dienstleistungen gewährleisten wollte, war er berechtigt, die Befugnis, über Nichtigkeitsklagen gegen Vorschriften der Gemeinschaftskammern zu befinden, nicht dem Staatsrat sondern dem Kassationshof oder einem Schiedsgericht zu übertragen.

Indem der Gesetzgeber jedoch das Recht zum Einreichen dieser Klage dem Generalprokurator beim Kassationshof und der jeweils anderen Gemeinschaftskammer vorbehalten hat und keine Klagemöglichkeit zugunsten der Rechtsanwälte oder derjenigen, die es werden wollen, die sich persönlich durch die Vorschrift einer Gemeinschaftskammer benachteiligt fühlen, organisiert hat, hat er auf ungerechtfertigte Weise gegen den Verfassungsgrundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen, aufgrund dessen alle Bürger das gleiche Recht auf einen gerichtlichen Schutz besitzen.’

Der Schiedshof fügte hinzu, daß die Nichtigkeitsklärung der Artikel 501 und 502 nur durch das Fehlen einer Klagemöglichkeit für Rechtsanwälte oder zukünftige Rechtsanwälte begründet sei, ohne diese Artikel aus einem anderen Gesichtspunkt in Frage zu stellen.

Folglich war es notwendig geworden, Artikel 501 § 1 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches abzuändern, indem die Möglichkeit für einen Rechtsanwalt der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften oder der Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften oder für gleich welche andere Person, die die Eigenschaft oder das Interesse aufweist, um im Sinne der Artikel 17 und 18 des Gerichtsgesetzbuches zu klagen, eine Klage beim Kassationshof zur Nichtigkeitsklärung einer Vorschrift einzureichen, hinzugefügt wurde.

Um eine Flut von offensichtlich unbegründeten Klagen zu vermeiden, ist es nützlich vorzusehen, daß diese Klagen durch Rechtsanwälte beim Kassationshof unterschrieben werden, die zumindest in Zivilsachen als erste über die Zulässigkeit einer Klage beim Kassationshof urteilen. Ihre Beteiligung scheint somit vollständig gerechtfertigt im Rahmen der dem Kassationshof unterbreiteten besonderen Streitsachen.

Die formelle Beschaffenheit der Klage wurde jedoch im Vergleich zu den für Klagen in Zivilsachen geltenden Regeln erleichtert, damit die objektive Beschaffenheit der Streitsachen berücksichtigt wird, bei denen die vor dem Staatsrat geltenden Verfahrensregeln weniger streng sind» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2003-2004, DOC 51-0473/001, SS. 247-249).

B.4.5. Indem der Gesetzgeber vorgeschrieben hat, die Dienste eines Rechtsanwalts beim Kassationshof in Anspruch zu nehmen, wenn es darum geht, eine Nichtigkeitsklage gegen eine Vorschrift der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften oder der Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften einzureichen, hat er eine Maßnahme ergriffen, die im Verhältnis zu seiner Zielsetzung steht und eine Flut von offensichtlich unbegründeten Klagen vermeiden soll.

Es obliegt dem Hof nicht, seine Beurteilung an die Stelle der Beurteilung durch den Gesetzgeber hinsichtlich des am besten geeigneten Mittels zur Vermeidung einer Überlastung des Kassationshofes zu stellen. Der Gesetzgeber konnte aus der gewonnenen Erfahrung schlußfolgern, daß die Inanspruchnahme eines Rechtsanwalts beim Kassationshof es ermöglichte, unangebrachte Klagen auf geeignete Weise zu begrenzen.

B.4.6. Der Hof muß jedoch prüfen, ob die angefochtene Maßnahme nicht in unverhältnismäßiger Weise das Recht auf Zugang zu einem Richter, so wie es in Artikel 6 Absatz 1 des Europäischen Menschenrechtskonvention verankert ist, beeinträchtigt.

B.4.7. Die Kassationsbeschwerde ist ein außergewöhnliches Rechtsmittel, das es einer Partei ermöglicht, wegen Verletzung des Gesetzes oder wegen Verstoßes gegen entweder wesentliche oder bei Strafe der Nichtigkeit einzuhaltende Formvorschriften die Nichtigkeitsklärung von in letzter Instanz gefällten Entscheidungen zu beantragen.

Die Verpflichtung, einen im Verzeichnis der Rechtsanwaltskammer beim Kassationshof eingetragenen Rechtsanwalt in Anspruch zu nehmen, um eine solche Beschwerde in Zivilsachen einzureichen, kann sowohl wegen der außergewöhnlichen Beschaffenheit als auch wegen der spezifischen Tragweite und der besonderen Folgen dieses Rechtsmittels gerechtfertigt sein.

Der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte hat ebenfalls erkannt, daß angesichts dessen, daß es sich um ein Zivilverfahren vor einem höheren Rechtsprechungsorgan handele, die Verpflichtung, durch einen bei diesem Rechtsprechungsorgan zugelassenen Rechtsanwalt vertreten zu werden, nicht an sich mit den Erfordernissen von Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention unvereinbar sei (EuGHMR, Emma Vogl gegen Deutschland, 5. Dezember 2002, Nr. 65.863/01)

B.4.8. Wenn hingegen aufgrund von Artikel 611 des Gerichtsgesetzbuches der Kassationshof nicht auf der Grundlage eines außergewöhnlichen Rechtsmittels und innerhalb der strengen Grenzen der Kassationskontrolle urteilt, sondern im Rahmen eines «objektiven Streitverfahrens», das in erster und letzter Instanz bei ihm anhängig ist, darf das Recht auf Zugang zum Richter nicht in solchem Maße eingeschränkt werden.

Der Gesetzgeber wollte selbst die Verfahrensunterschiede zwischen der dem Kassationshof unterbreiteten Nichtigkeitsklage gegen eine von einer Gemeinschafts-Anwaltskammer ausgehende Vorschrift und der Nichtigkeitsklage gegen gleich welchen Verwaltungsakt, über die der Staatsrat befindet, so gering wie möglich halten.

B.4.9. Die Möglichkeit des Rechtsanwalts oder des betroffenen Dritten, entweder direkt oder auf dem Wege einer Einrede die Ordnungswidrigkeit einer solchen Vorschrift vor einem Richter geltend zu machen, reicht nicht aus, eine vernünftige Rechtfertigung für den angeführten Behandlungsunterschied zu bieten.

Ohne zu der Frage Stellung zu nehmen, ob dieses Rechtsmittel mit demjenigen vergleichbar ist, das durch Artikel 611 des Gerichtsgesetzbuches eingeführt wurde, beschränkt der Hof sich auf die Feststellung, daß der Gesetzgeber eine besondere Gerichtsbarkeitsgarantie nicht auf diskriminierende Weise einführen darf.

Da dieses Rechtsmittel jedem Rechtsunterworfenen zugänglich ist, der einen Verwaltungsakt anfechten möchte, und somit ebenfalls den Inhabern von anderen freien Berufen, kann es alleine keine vernünftige Alternative zu der Begrenzung des Rechtes auf Zugang zu einem Richter aufgrund der verpflichtenden Beteiligung eines Rechtsanwalts des Kassationshofes darstellen.

Folglich führt Artikel 501 des Gerichtsgesetzbuches in der durch das Gesetz vom 22. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen abgeänderten Fassung einen ungerechtfertigten Behandlungsunterschied zwischen Rechtsanwältinnen und Inhabern eines anderen freien Berufes ein.

B.4.10. Hilfsweise bittet der Ministerrat den Hof jedoch, seine Feststellung der Verfassungswidrigkeit auf die Wörter «beim Kassationshof» in Artikel 501 des Gerichtsgesetzbuches zu begrenzen.

Diese Bestimmung hätte dann zur Folge, daß dem klagenden Rechtsanwalt vorgeschrieben würde, sich an einen seiner Kollegen zu wenden, der die Nichtigkeitsklageschrift unterschreiben soll, oder gleich welcher andere Betroffene gezwungen wäre, einen Rechtsanwalt in Anspruch zu nehmen.

B.4.11. Die deontologische Regel, die es einem Rechtsanwalt verbietet, seine eigene Sache zu verteidigen, kann alleine nicht vernünftigerweise rechtfertigen, daß die Nichtigkeitsklageschrift wegen der Verletzung einer solchen Regel für nichtig erklärt würde. Der Hof erkennt nicht, inwiefern ein solcher Behandlungsunterschied hinsichtlich der Zulässigkeit der Nichtigkeitsklage, je nachdem, ob sie dem Kassationshof oder dem Staatsrat unterbreitet wird, objektiv und vernünftig zu rechtfertigen wäre.

Der Hof stellt ebenfalls fest, daß die hilfsweise vom Ministerrat vorgeschlagene Lösung jedenfalls zur Folge haben würde, einen Behandlungsunterschied aufrechtzuerhalten zwischen Rechtsunterworfenen, die über die erforderliche Eigenschaft und das erforderliche Interesse verfügen, um eine Nichtigkeitsklage vor dem Kassationshof gegen eine Vorschrift einer Gemeinschafts-Anwaltskammer einzureichen, und dies nur tun könnten, wenn sie durch einen Rechtsanwalt Beistand erhielten oder vertreten würden, und den Rechtsunterworfenen, die alleine vor dem Staatsrat klagen könnten, um die Nichtigerklärung gleich welchen Verwaltungsaktes zu erreichen.

B.4.12. Der erste Klagegrund ist begründet.

B.5.1. Die klagenden Parteien führen in einem zweiten Klagegrund einen Verstoß von Artikel 501 des Gerichtsgesetzbuches gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 6, 13 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention, an, insofern die Nichtigkeitsklage gegen eine Vorschrift einer Gemeinschafts-Anwaltskammer das einzige Rechtsmittel darstelle, um eine solche Vorschrift anzufechten, während die anderen Rechtsunterworfenen ihre zivilrechtlichen Streitsachen zunächst durch das Gericht erster Instanz klären lassen könnten und die Inhaber anderer freier Berufe in Dringlichkeitsfällen über ein beschleunigtes Aussetzungsverfahren vor dem Staatsrat verfügen.

B.5.2. Artikel 501 des Gerichtsgesetzbuches ist als Bestandteil eines Regelwerks zu sehen, das sich auf die Zuständigkeiten der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften und der Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften bezieht. Dieser Artikel legt die Zulässigkeitsbedingungen für Nichtigkeitsklagen gegen Vorschriften, die durch eine dieser Gemeinschafts-Anwaltskammern angenommen wurden, fest.

Der Grundsatz der Nichtigkeitsklage wurde seinerseits durch Artikel 611 des Gerichtsgesetzbuches eingeführt, auf den in Artikel 501 desselben Gesetzbuches ausdrücklich verwiesen wird und der durch das Gesetz vom 22. Dezember 2003 nicht abgeändert wurde.

B.5.3. Folglich hat der etwaige Behandlungsunterschied seinen Ursprung nicht in der angefochtenen Gesetzesbestimmung, deren Gegenstand sich darauf beschränkt, die Zulässigkeitsbedingungen der Nichtigkeitsklage festzulegen, sondern vielmehr in Artikel 611 des Gerichtsgesetzbuches, der sie grundsätzlich einführt.

B.5.4. Der zweite Klagegrund ist nicht annehmbar.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- bewilligt die Rücknahme der von J.-L. Dessy erhobenen Klage;
- erklärt in Artikel 501 § 1 Absatz 3 des Gerichtsgesetzbuches die Wortfolge «durch einen Rechtsanwalt beim Kassationshof» für nichtig;
- weist die Klage im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 1. Juni 2005.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux.

Der stellv. Vorsitzende,
R. Henneuse.